

Unité départementale de la Marne
Parc Technologique Henri Farman
10 rue Clément Ader
51100 Reims

Reims, le 25/02/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/02/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ENTREPRISE CHARLES MORONI

60 boulevard du Val de Vesle Prolongé
51500 Saint-Léonard

Références : D1 c 2026-112
Code AIOT : 0005702767

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/02/2026 dans l'établissement ENTREPRISE CHARLES MORONI implanté La Prairie de Voucy YC 13 et 14 51700 Courthiézy. L'inspection a été annoncée le 03/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite a pour but de vérifier le respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2022-A-139-IC du 2 août 2022.

En effet, suite au dépôt par l'exploitant d'un "Porter à connaissance", il apparaît que les conditions d'exploitations ne soient pas toutes respectées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ENTREPRISE CHARLES MORONI

- La Prairie de Voucy YC 13 et 14 51700 Courthiézy
- Code AIOT : 0005702767
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'entreprise MORONI exploite sur le territoire de la commune de Courthiézy une carrière alluvionnaire au lieu-dit "La Prairie de Voucy" sur les parcelles TC 13 et 14 représentant une surface cadastrale de 75 900 m².

Cette exploitation a été autorisée pour 4 ans.

Thèmes de l'inspection :

- Eaux souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|----------------------------|--|--|-----------------------|
| 1 | Prescriptions générales | Arrêté Préfectoral du 02/08/2022, article 1.1 | Mise en demeure, respect de prescription | 6 mois |
| 3 | Sécurité | Arrêté Préfectoral du 02/08/2022, article 5.1 | Mise en demeure, respect de prescription | 6 mois |
| 4 | Aménagements préliminaires | Arrêté Préfectoral du 02/08/2022, article 2.2 | Mise en demeure, respect de prescription | 6 mois |
| 5 | Remise en état | Arrêté Préfectoral du 02/08/2022, article 6.2 | Mise en demeure, respect de prescription | 6 mois |
| 6 | Sécurité du public | Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 14.1 | Mise en demeure, respect de prescription | 6 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|-------------------------|---|-------------------|
| 2 | Prescriptions générales | Arrêté Préfectoral du 02/08/2026, article 1.3 | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La société MORONI a exploité en dehors de son périmètre autorisé en s'étendant sur le territoire de la commune de Dormans, sur un secteur Ap (zone agricole à enjeu paysager) du plan local d'urbanisme sur lequel cette activité d'extraction est interdite.

Par ailleurs, beaucoup de prescriptions de l'arrêté d'autorisation n°2022-A-139-IC ne sont pas respectées par l'exploitant, et en raison de l'absence de signalétique et de clôture, le risque de noyade reste présent.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Prescriptions générales

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/08/2022, article 1.1 |
| Thème(s) : Situation administrative, Autorisation d'exploiter |
| Prescription contrôlée : <i>" La Société Anonyme Entreprise Charles MORONI, dont le siège social est situé Boulevard du Val de Vesle prolongé - 51 500 Saint-Léonard, est autorisée à exploiter une carrière à ciel ouvert de sables et graviers portant sur partie ou la totalité de la surface des parcelles suivantes :</i> <i>Commune : Courthiézy</i> <i>Lieu-dit: "La Prairie de Voucy"</i> <i>Section: YC</i> <i>Parcelles : 13 et 14</i> <i>représentant une superficie cadastrale totale de 75 900 m2.</i> <i>Un plan cadastral précisant les parcelles concernées est annexé au présent arrêté."</i> |
| Constats : Le service de l'inspection a constaté une exploitation non conforme au périmètre autorisé dans l'arrêté préfectoral n°2022-A-139-IC. En effet, une extension de l'exploitation s'est réalisée à l'est sur le territoire de la commune de Dormans, sur la parcelle ZL 27, en zone Ap (agricole à vocation paysagère) du Plan Local d'Urbanisme du territoire de Dormans. Le service de l'inspection rappelle à l'exploitation que : <ul style="list-style-type: none">- d'une part, seuls les ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics sont autorisés en secteur Ap ;- d'autre part, exploiter sans autorisation est interdit, conformément à l'article L.171-7 du code de l'environnement et peut être sanctionné par une amende administrative au plus égal à 45000 €. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Le service de l'inspection propose à la signature de Monsieur le Préfet un arrêté préfectoral de mise en demeure afin de stopper toute exploitation sur la parcelle ZL 27 et la remettre en état sous un délai de 6 mois. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription |
| Proposition de délais : 6 mois |

N° 2 : Prescriptions générales

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/08/2026, article 1.3 |
| Thème(s) : Situation administrative, Conformité aux plans et données techniques |
| Prescription contrôlée : <i>" L'exploitation de la carrière et des installations connexes doit être conforme aux plans et données</i> |

| |
|---|
| <i>techniques contenus dans le dossier de demande d'autorisation, les plans sont disponibles en annexes 1 et 2."</i> |
| Constats : L'extraction des granulats étant terminée, il n'y a plus d'engin sur le chantier et les installations connexes ont été retirées pour réaliser la remise en état. Le service de l'inspection n'a pas de remarque sur ce point de contrôle. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 3 : Sécurité

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/08/2022, article 5.1 |
| Thème(s) : Situation administrative, Accès à la carrière |
| Prescription contrôlée : <i>"L'accès à la carrière est contrôlé par une barrière mobile, verrouillée en dehors des heures de travail, de manière à interdire l'accès à tout véhicule étranger à l'entreprise.</i> <i>L'accès de toute zone dangereuse des travaux d'exploitation à ciel ouvert est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent. Le danger est signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part, à proximité des zones clôturées.</i> <i>Des panneaux "chantier interdit au public" sont mis en place sur les voies d'accès.</i> <i>Pendant toute la durée de l'exploitation, l'utilisation du plan d'eau à des fins de loisirs est interdite (pêche, chasse, baignade, nautisme, etc)."</i> |
| Constats : Le service de l'inspection a constaté l'absence : - de barrière mobile pouvant être verrouillée en dehors des heures de travail ; - de clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent ; - de signalétique indiquant le danger sur le chemin d'accès aux abords des travaux et à proximité des zones clôturées ; - des panneaux "chantier interdit au public" sur les voies d'accès. Sur les 4 obligations de l'article 5.1, aucune n'est respectée par l'exploitant. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Le service de l'inspection propose à la signature de Monsieur le Préfet un arrêté préfectoral de mise en demeure afin que l'exploitant satisfasse à ses obligations contenues dans l'article 5.1. |
| Type de suites proposées : Avec suites |

| |
|---|
| Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription |
| Proposition de délais : 6 mois |

N° 4 : Aménagements préliminaires

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/08/2022, article 2.2 |
| Thème(s) : Situation administrative, Bornage |
| Prescription contrôlée : <i>" Préalablement à la mise en exploitation de la carrière, l'exploitant est tenu de placer des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation à chaque angle du terrain. Ces bornes doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.</i> <i>Le bornage du périmètre d'exploitation doit permettre, lors des contrôles de l'inspection de l'environnement, de vérifier que les travaux sont bien conduits à l'intérieur de l'emprise autorisée. Ces bornes peuvent être des bornes de géomètre classiques, mises en place à la périphérie du chantier, ou encore des points fixes et inamovibles tels que support électrique, angle de bâtiment, etc."</i> |
| Constats : Le service de l'inspection a constaté l'absence des bornes sur la partie est, délimitant la limite d'exploitation autorisée avec le territoire de la commune de Dormans. L'exploitant a indiqué que les autres bornes avaient sans doute disparues. Néanmoins, l'intervention du géomètre devait se faire sous une quinzaine de jours. Le service de l'inspection rappelle la prescription de l'article 2.2 et que le fait de ne pas s'y conformer représente le non respect d'un acte administratif. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Le service de l'inspection propose à la signature de Monsieur le Préfet un arrêté préfectoral de mise en demeure afin que l'exploitant respecte la prescription de l'article 2.2 de son arrêté. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription |
| Proposition de délais : 6 mois |

N° 5 : Remise en état

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/08/2022, article 6.2 |
| Thème(s) : Situation administrative, Nature de la remise en état |
| Prescription contrôlée : <i>"L'état final des lieux affectés par les travaux doit correspondre au plan de remise en état annexé au présent arrêté.</i> |

La remise en état comporte la mise en œuvre des mesures suivantes :

- suppression des installations de prétraitement des matériaux, des rampes d'accès, des pistes de circulation, de toutes les structures ;
- nettoyage de l'ensemble des terrains comprenant l'enlèvement de tous matériels, matériaux, déchets et détritiques divers ;
- création d'un étang d'environ 2,6 hectares situé à une distance minimale de 65 mètres de la rivière Marne. Des zones de frayère sont aménagées. Les contours trop rectilignes sont évités ;
- les bords de l'étang sont talutés avec une pente de 45 ° soit 100 % dans une zone de pêche sur un linéaire de 120 m au maximum, avec une pente de 33 % dans les endroits de hauts fonds sur un linéaire moyen de 20 % du périmètre de l'étang, et avec une pente de 50 % pour les autres berges ;
- les talus des berges résiduelles après exploitation auront une inclinaison de 10°/15° (frayères) à 20°/30° sur l'horizontale et au maximum de 45° dans les zones réservées à la pêche (berges filtrantes). Les berges des zones de pêche auront une pente un peu plus accentuée que les autres, pour en faciliter l'utilisation ;
- régilage d'une épaisseur moyenne de 30 cm de terre végétale rapportée sur l'ensemble de la surface des berges ;
- afin de s'assurer de la diversité des habitats, le développement des végétations hygrophiles de type hélophytes (roseaux, joncs, carex, etc) devra être constaté lors de la remise en état ;
- remblaiement des parties autour de l'étang jusqu'à la cote initiale ou légèrement inférieure avec des matériaux inertes recouverts de terre végétale sur une épaisseur de 0,30 m. Les matériaux et la terre végétale doivent être mis en place par des engins exerçant une faible pression au sol afin d'éviter tout compactage ;
- les fossés ouest et sud sont végétalisés ou effacés pour augmenter les chances de succès de la restauration, favoriser les fonctions biogéochimiques de la zone humide restaurée ;
- des plantations d'espèces locales définies en accord avec la Direction départementale des territoires (noisetier, cornouiller sanguin, osier, robinier, etc) sont réalisées en bosquets (11 placets de 9 à 12 végétaux). A ces endroits, de la terre végétale est régilée sur 1 m d'épaisseur afin d'assurer la reprise des plantations. Les plantations de peupliers sont proscrites ;
- pour faciliter la reprise des plantations, des fosses de 1 m³ remplies de terre végétale sont creusées au pied des plants ;
- des haies bocagères sont mises en place autour du site pour favoriser une trame verte ;
- l'usage d'engrais doit être limité ;
- l'usage de produits phytopharmaceutiques est à proscrire ;
- pour l'ensemble des milieux prairiaux reconstitués, il est recommandé une fauche de la prairie hors période allant de mi-mars à fin juillet. L'objectif est de garantir à la faune l'accomplissement de leur cycle de vie et de permettre à la flore d'atteindre le stade de fructification nécessaire à sa reproduction. De plus, il est conseillé de réaliser une fauche centrifuge (du centre vers les zones périphériques) et à faible vitesse pour permettre aux espèces de fuir. Il serait intéressant de laisser une bande non fauchée pouvant servir de refuge aux espèces, notamment si la zone de friche ne le permet pas déjà. Une attention devra être portée à la faible portance des sols de zones humides et donc réaliser la fauche sur sols bien ressuyés et/ou avec des dispositifs ou engins permettant de limiter le tassement du sol ;
- l'exportation des produits des fauches est préconisée pour éviter l'eutrophisation du milieu. Suite à la remise en état l'exploitant doit être en capacité de justifier que les fonctionnalités du milieu sont bien caractéristiques d'une zone humide."

| |
|--|
| <p>Constats :</p> <p>Le service de l'inspection a constaté que la remise en état ne correspond pas à l'état final du plan annexé à l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2022-A-139-IC du 2 août 2022.</p> <p>Par ailleurs, le dernier plan d'exploitation réalisé le 2 juin 2023 confirme les constats du service de l'inspection avec :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une partie du plan d'eau créée en dehors du périmètre autorisé et se trouvant en zone Ap du PLU du territoire de la commune de Dormans ; - des stockages de terre de découverte en place sur la parcelle cadastrale ZL 27, du territoire de la commune de Dormans. <p>L'exploitant indique que le non respect du périmètre provient peut-être du grutier qui, au lieu de suivre la limite du périmètre aurait suivi le chemin d'exploitation agricole jouxtant la carrière.</p> <p>Néanmoins, le service de l'inspection note que cette erreur aurait largement pu être corrigée depuis le dernier plan d'exploitation du 2 juin 2023.</p> <p>Le service de l'inspection rappelle à l'exploitant son obligation de respecter scrupuleusement le périmètre de l'autorisation ainsi que les prescriptions associées.</p> |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription |
| Proposition de délais : 6 mois |

N° 6 : Sécurité du public

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 14.1 |
| Thème(s) : Situation administrative, Exploitation à ciel ouvert |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p><i>" Les bords des excavations des carrières à ciel ouvert sont tenus à distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques. [...]"</i></p> |
| <p>Constats :</p> <p>Le service de l'inspection a constaté l'absence de cette bande de 10 m sur la partie sud-est du périmètre autorisé.</p> <p>En effet, l'exploitant ayant fait une extension sur la parcelle ZL 27, où une partie est en eau, cette bande de 10 m ne peut être présente.</p> <p>Le service de l'inspection rappelle à l'exploitant que cette bande de 10 m entre le bord des excavation et la limite du périmètre autorisé est une obligation réglementaire issue de l'article 14.1 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Le service de l'inspection propose à la signature de Monsieur le Préfet un arrêté préfectoral de mise en demeure afin que l'exploitant se mette en conformité avec l'article 14.1 de l'arrêté ministériel.</p> |

| |
|---|
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription |
| Proposition de délais : 6 mois |